



## **Une journaliste gagnante d'un Emmy et une sénatrice canadienne se joignent aux éminents leaders du jury du Prix mondial du pluralisme**

**Ottawa, Canada – 4 juin 2020** – **Kim Ghattas**, journaliste gagnante d'un Emmy; l'honorable **Ratna Omidvar**, sénatrice canadienne; l'ambassadrice **Annika Söder**, présidente de l'Institut européen de la paix; et Monseigneur **Precious Omuku**, représentant spécial de l'archevêque de Cantorbéry en matière de conflits en Afrique subsaharienne, font partie des nouveaux jurés du Prix mondial du pluralisme. Composé de leaders internationaux, le jury présidé par le très honorable Joe Clark, ancien premier ministre du Canada, sélectionnera les lauréats du [Prix mondial du pluralisme](#) 2021.

Le Prix reconnaît les individus et les organisations dont les initiatives novatrices ayant un grand impact s'attaquent au défi de vivre de façon pacifique et productive avec la diversité. Le Prix est un programme du [Centre mondial du pluralisme](#), un établissement international de recherche et d'éducation fondé par Son Altesse l'Aga Khan en partenariat avec le gouvernement du Canada.

« La somme d'expertise au sein du jury reflète une valeur centrale du Centre : la promotion du pluralisme est le travail de tout le monde, dans toutes les sphères de la vie. Nous sommes ravis d'accueillir ces nouveaux membres dans notre éminent jury pour sélectionner les champions du pluralisme qui recevront le Prix mondial du pluralisme 2021 », a déclaré Meredith Preston McGhie, secrétaire général du Centre mondial du pluralisme.

« En ces temps incertains, des communautés mondiales d'individus et d'organisations continuent de travailler sans relâche et avec courage pour aplanir les divisions et briser l'isolement. Le jury a la grande responsabilité de sélectionner les lauréats du Prix qui démontrent qu'un monde plus équitable et connecté peut émerger de cette pandémie », a poursuivi le très honorable Joe Clark, président du jury.

Les membres du jury représentent un vaste éventail de secteurs, y compris l'élaboration de politiques, les droits de la personne, le dialogue interreligieux, l'éducation, les médias et la société civile. Dans leur propre carrière, ils s'engagent activement à favoriser une plus grande égalité et à combattre l'exclusion. Les membres du jury apprécient de première main les efforts exceptionnels requis pour bâtir des sociétés où les différences sont valorisées et respectées.

Le jury nommera trois lauréats du Prix. Ces derniers recevront chacun 50 000 CAD pour poursuivre leur travail en soutien au pluralisme lors d'une cérémonie qui se tiendra à Ottawa, au Canada, à l'automne 2021.

Le jury comprend (par ordre alphabétique) :

- **Le très honorable Joe Clark**, ex-premier ministre et ancien ministre des Affaires étrangères du Canada, Canada (président)
- **L'ambassadrice Annika Söder**, présidente, Institut européen de la paix, Suède

- **Mme Kim Ghattas**, agrégée supérieure de recherche non résidente, Fondation Carnegie pour la paix internationale, Liban
- **Mme Paula Gaviria Betancur**, directrice, Fondation COMPAZ et ancienne conseillère présidentielle pour les droits de la personne, Colombie
- **Monseigneur Precious Omuku**, représentant spécial de l'archevêque de Cantorbéry en matière de conflits en Afrique subsaharienne, Nigeria
- **L'honorable Ratna Omidvar**, sénatrice, Canada
- **Mme Siva Kumari**, directrice générale, Baccalauréat International, États-Unis

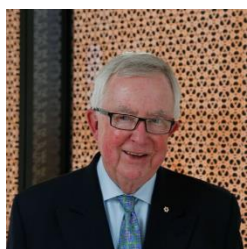
Le Prix accepte des candidatures jusqu'au 30 juin à [prix.pluralisme.ca](http://prix.pluralisme.ca).

**Pour de plus amples informations :**

Calina Ellwand,  
Centre mondial du pluralisme  
+1-613-688-0137  
[media@pluralism.ca](mailto:media@pluralism.ca)

-30-

**BIOGRAPHIES DES JURÉS DU PRIX MONDIAL DU PLURALISME 2021**



**Le très honorable Joe Clark, ex-premier ministre et ancien ministre des Affaires étrangères du Canada (président)**

Monsieur Clark a été élu huit fois à la Chambre des communes du Canada. Il a été le plus jeune premier ministre du Canada (1979-1980) et l'un des plus éminents secrétaires d'État aux Affaires étrangères (ministère des Affaires étrangères) de l'histoire du Canada (1984-1991), avant de devenir ministre des Affaires constitutionnelles. Monsieur Clark a joué un rôle clé dans quelques réalisations du pluralisme déterminantes de l'histoire récente : la campagne du Commonwealth contre l'apartheid, la Conférence d'Ottawa, qui a permis une entente sur la formule du « deux plus quatre » pour unir l'Allemagne à la fin de la guerre froide, et la négociation de l'Accord de Charlottetown au Canada (un accord constitutionnel canadien complexe entre le gouvernement fédéral, les provinces, les territoires et les Premières Nations). Aujourd'hui, il met en pratique son expérience au sein d'un grand nombre de conseils et de fondations en faisant la promotion de la démocratie et en encourageant l'innovation et les réformes concrètes dans les pays en développement.

**L'ambassadrice Annika Söder, présidente, Institut européen de la paix, et ancienne sous-ministre des Affaires étrangères, Suède**

L'ambassadrice Annika Söder est présidente de l'Institut européen de la paix. Elle est également membre du réseau de femmes médiatrices de la Suède et membre du groupe de personnalités éminentes nommées par le secrétaire général de l'ONU pour contribuer à l'examen de l'architecture de la consolidation de la paix 2020. Annika Söder a été secrétaire d'État aux Affaires étrangères de la Suède entre 2014 et 2019. Dans le cadre de ces fonctions, elle a dirigé le travail du gouvernement en matière de résolution de conflit et de médiation, particulièrement en ce qui concerne la Corée du Nord et le Yémen. Auparavant, elle a été directrice générale de la Fondation Dag Hammarskjöld qui travaille sur des questions et des réformes onusiennes, en consolidation de la paix et sur les ODD. Elle a également été directrice principale et directrice générale de la FAO, où elle a été responsable des relations externes,



des partenariats, des affaires interagences et des communications. Auparavant, elle a été secrétaire d'État de la Coopération internationale pour le développement du gouvernement suédois et porte-parole du ministère des Affaires étrangères en plus d'avoir occupé divers postes en tant que conseillère en matière de politique étrangère auprès du premier ministre et de ministres des Affaires étrangères.



**Mme Kim Ghattas, agrégée supérieure de recherche non résidente, Fondation Carnegie pour la paix internationale, Liban**

Kim Ghattas est une journaliste gagnante d'un Emmy qui a couvert les affaires étrangères du Moyen-Orient et des États-Unis pendant vingt ans pour la BBC et le *Financial Times*. Elle est actuellement agrégée supérieure de recherche non résidente à la Fondation Carnegie pour la paix internationale à Washington. Elle siège également au conseil d'administration de l'Université américaine de Beyrouth. Elle a écrit *Black Wave: Saudi Arabia, Iran and the Forty Year Rivalry that Unraveled Culture Religion and Collective Memory in the Middle East*, et *The Secretary: A Journey with Hillary Clinton from Beirut to the Heart of American Power*.



**Mme Paula Gaviria Betancur, directrice, Fondation COMPAZ et ancienne conseillère présidentielle pour les droits de la personne, Colombie**

Mme Paula Gaviria Betancur est l'ancienne conseillère présidentielle pour les droits de la personne en Colombie, où elle a dirigé la mise en œuvre de la Stratégie colombienne de garantie des droits de la personne 2014-2034. Avocate de formation, elle a lancé et dirigé pendant plus de quatre ans l'unité d'aide aux victimes, une entité gouvernementale responsable de l'indemnisation de huit millions de victimes du conflit armé. Pour ce travail, en 2016, la Banque mondiale lui a remis le Prix José Edgardo Campos Collaborative Leadership. Madame Betancur a contribué à la partie sur les droits des victimes dans le dernier accord de paix signé entre le gouvernement de la Colombie et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC-EP), qui accordait un rôle de premier plan aux victimes dans la mise en œuvre de l'accord. Auparavant, elle a guidé des initiatives auprès d'organisations civiles, dont la Fundación Social. Elle a dirigé le service des communications de la Cour constitutionnelle en plus d'être la secrétaire particulière de l'ombudsman. Elle a également dirigé la Direction nationale de la promotion des droits de la personne pour le bureau de l'ombudsman. Elle est maintenant directrice générale de la Fondation Compaz, laquelle a été créée par le lauréat du Prix Nobel Juan Manuel Santos et contribue aux initiatives de consolidation de la paix en Colombie et partout dans le monde.

**Monseigneur Precious Omuku, représentant spécial de l'archevêque de Cantorbéry en matière de conflits en Afrique subsaharienne, Nigeria**

Monseigneur Omuku a eu une carrière professionnelle de 33 ans au sein du secteur privé au Nigeria et au Royaume-Uni. Cinq ans avant de prendre sa retraite, il a été ordonné prêtre et a commencé sa vocation visant à bâtir des églises à Lagos, au Nigeria. Il a siégé à bon nombre de conseils d'administration, de fiduciaire et de gouvernance pour les secteurs industriel,



universitaire et communautaire ainsi qu'au sein d'établissement financiers internationaux. En 2014, il s'est joint à l'équipe Lambeth Palace à titre de conseiller pour les affaires de l'Église anglicane. Il a entrepris ses fonctions actuelles en 2017. Il a été nommé évêque du Soudan du Sud et du Soudan en 2016. Monseigneur Precious participe aux dialogues visant à mettre un terme aux conflits au Soudan du Sud et ailleurs en Afrique subsaharienne.



**La très honorable Ratna Omidvar, sénatrice, Canada**

Ratna Omidvar est une voix reconnue internationalement en ce qui a trait aux questions de migration, de diversité et d'inclusion. En avril 2016, elle a été nommée sénatrice du Canada à titre de sénatrice indépendante représentant l'Ontario. En tant que membre du Groupe des sénateurs indépendants, elle occupe un poste de direction à titre d'agente de liaison.

La sénatrice Omidvar a aussi été vice-présidente du Comité sénatorial spécial sur le secteur de la bienfaisance. La sénatrice Omidvar est membre du Conseil mondial pour les réfugiés, directrice du Centre Samara pour la démocratie et présidente émérite du Conseil sur l'emploi des immigrants de la région de Toronto. Auparavant, à l'Université Ryerson, la sénatrice Omidvar était une éminente professeure invitée et a fondé le Global Diversity Exchange. La sénatrice Omidvar a reçu l'Ordre de l'Ontario en 2005 et est devenue membre de l'Ordre du Canada en 2011, en reconnaissance de son travail de défense des droits des immigrants et de son dévouement envers la réduction des inégalités au Canada. En 2014, elle a reçu la Croix du Commandeur de l'Ordre du mérite de la République fédérale d'Allemagne pour sa contribution à la promotion des relations germano-canadiennes. Elle a coécrit le livre *Flight and Freedom: Stories of Escape to Canada* (2015).



**Mme Siva Kumari, directrice générale, International Baccalaureate, États-Unis**

Mme Siva Kumari, Ph. D. a pris ses fonctions en tant que septième directrice générale du Baccalauréat International (IB) en janvier 2014. Elle est la première femme à occuper ce poste. Madame Kumari a rejoint l'IB en avril 2009 en tant que directrice régionale pour l'Asie-Pacifique. En mai 2010, elle a été nommée au nouveau poste de chef de la direction de la

division scolaire. Dans le cadre de ses fonctions, elle est responsable de la recherche, de la reconnaissance des programmes par les universités, de l'amélioration scolaire et de la division scolaire et du perfectionnement professionnel. Elle s'occupe également des relations avec les écoles, les gouvernements et les fondations dans les trois régions de l'IB : les Amériques, l'Asie-Pacifique et l'Afrique, et l'Europe et le Moyen-Orient. Avant de se joindre à l'IB, Mme Kumari a été pendant 15 ans première vice-rectrice adjointe à l'enseignement et à la recherche des initiatives K-12 à l'Université Rice aux États-Unis. Relevant directement du président et du recteur à l'enseignement et à la recherche, elle a supervisé plus de 80 initiatives de sensibilisation pour l'université. Elle a également reçu du financement externe de la National Science Foundation, ainsi que des prix nationaux et régionaux pour son travail de recherche en enseignement et en apprentissage.